

certaines pas l'intention de l'en empêcher. Mais le chef de l'opposition reconnaîtra, je crois, que profiter du débat sur le chômage pour ne parler que de l'industrie pétrolière, serait sortir des cadres du débat. Nous devrions chercher à restreindre nos observations, autant que possible, à tout secteur particulier de l'économie dont nous désirons parler en tant qu'il se rapporte à l'embauchage ou au chômage.

M. Nickle: Monsieur l'Orateur, peut-être les producteurs de pétrole brut de l'Ouest craignent-ils un peu de perdre leur emploi, à la suite des nouvelles émanant de Washington. La déclaration de M. Brewster Jennings, de la *Socony-Vacuum Oil Company*, dissipera leurs appréhensions et leur rendra la paix de l'âme, car ils peuvent lire le compte rendu de la Chambre. Dans sa déclaration au comité du sénat, à Washington, la semaine dernière, M. Jennings a soutenu que les restrictions d'ordre législatif à l'égard des importations de pétrole risquent d'infliger un recul au commerce international et de compromettre les relations des États-Unis avec les autres pays. Le président de la *Socony-Vacuum Oil Company* a approuvé la prorogation de la loi sur la réciprocité du commerce sans modifications paralysantes comme l'imposition de contingents dans les importations de pétrole brut et des résidus de pétrole. Cette déclaration, j'en suis sûr, sera bien accueillie des deux côtés de la Chambre.

M. Jennings a ajouté que, pour diverses raisons, les États-Unis n'auraient pas intérêt à assujétir les importations de pétrole à toute forme de restrictions à l'importation ou au contingentement. Il en a énuméré quatre:

(1) Les États-Unis consomment 60 p. 100 du pétrole utilisé dans le monde libre et, alors qu'il ne leur reste que 21 p. 100 de leurs réserves connues, ils consomment leurs propres approvisionnements avec quatre fois plus de rapidité que le reste du monde.

(2) Nous avons grandement compté sur les approvisionnements de pétrole du Venezuela et de la Colombie; et la mise en valeur des ressources de ces pays et de celles du Canada ne peut se poursuivre que si l'on continue à laisser entrer ces produits sur nos marchés.

(3) A mesure que la demande se fera plus forte aux États-Unis, nous voudrions peut-être obtenir plus de pétrole du moyen Orient, qui détient aujourd'hui 62 p. 100 des réserves mondiales.

(4) Le contingentement des importations nuirait à nos relations avec des pays amis et susciterait probablement des représailles de nature à nuire à l'exportation de bien de nos produits industriels et agricoles.

M. Jennings parle ensuite du Canada et déclare que tout contingentement établi par

voie législative devrait s'appliquer au Canada, mesure qui irait directement à l'encontre des efforts en faveur d'une collaboration économique entre les États-Unis et le Canada.

Heureusement pour le Canada et pour l'industrie du pétrole et du gaz de l'Ouest du pays, la restriction des importations de pétrole aux États-Unis n'est encore qu'un projet envisagé par un groupe de sénateurs. Le gouvernement américain et les principales sociétés pétrolières des États-Unis s'y opposent fortement d'ailleurs. J'espère que des emplois ne disparaîtront pas dans l'Ouest du pays, cette année, car j'espère que les États-Unis n'imposeront pas de restrictions sur l'importation de pétrole canadien.

L'importance de ces importations pour les États-Unis peut être mise en relief par quelques chiffres sur les réalisations de l'an dernier, et sur ce que nous espérons faire cette année. C'est l'an dernier que nous avons commencé à vendre passablement de pétrole sur les marchés américains. La première année, nous avons réussi à vendre 7,900 barils par jour. A la fin de 1954, nous en vendions 24,000 par jour. En mars 1955, les États-Unis ont réellement reçu 47,700 barils par jour de l'Ouest canadien. Sur cette quantité, plus de 26,000 barils vont à la raffinerie de la *Socony-Vacuum*, à Ferndale (Washington). Le reste va à la région américaine des Grands lacs où il est transporté par le pipe-line international. Le Canada espère porter ses ventes de pétrole brut aux États-Unis, avant la fin de l'année, à une quantité variant de 65,000 à 75,000 barils par jour, c'est-à-dire plus du triple de la production pétrolière totale du Canada il y a à peine huit ans. Vers la fin de l'année, pourvu que les États-Unis n'interdisent pas l'importation de notre pétrole, nous produirons plus de 360,000 barils par jour dans l'Ouest canadien, soit 60 p. 100 de plus que les besoins du Canada.

Voulez-vous lever la séance, monsieur l'Orateur?

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. Rowe: Que ferons-nous demain?

M. Knowles: Passerons-nous aux Affaires extérieures?

L'hon. M. McCann: Oui, nous passerons aux Affaires extérieures.

(A six heures, la séance est levée d'office en conformité du Règlement.)